

UNE QUESTION D'ENGAGEMENT

Rapport annuel sur les
progrès liés aux gaz à effet
de serre 2012

POINTS SAILLANTS

DANS LE RAPPORT DE CETTE ANNÉE...

En vertu de la *Charte des droits
environnementaux de 1993 (CDE)*, le
commissaire à l'environnement de l'Ontario
(CEO) a le mandat de faire rapport tous les
ans sur les progrès des activités en Ontario
pour réduire les émissions de gaz à effet de
serre. Le texte qui suit reprend des sujets
abordés dans le rapport intitulé *Une question
d'engagement* que vous trouverez en ligne
à l'adresse www.eco.on.ca.

Si vous souhaitez obtenir de plus amples renseignements
sur le CEO et consulter les rapports précédents sur les
progrès liés aux gaz à effet de serre en Ontario, veuillez
visiter le site **www.eco.on.ca**





Électricité – Messages importants

Le gaz naturel joue un rôle de plus en plus important dans le secteur de l'électricité de l'Ontario au détriment du charbon. C'est une bonne nouvelle sur le plan de la santé, car la combustion du gaz naturel crée moins d'émissions atmosphériques toxiques. Du point de vue du changement climatique, les avantages sont moins importants, surtout si on pense au cycle de vie complet qui tient compte des émissions fugitives de méthane relâchées pendant que l'on produit du gaz naturel. De plus, le CEO est inquiet de savoir que l'on envisage utiliser davantage de gaz naturel pour alimenter les centrales d'électricité. Cette production d'électricité au gaz naturel produira effectivement

Les scientifiques sont de plus en plus persuadés que les événements météorologiques extrêmes, comme les sécheresses, les inondations et les températures records de l'été dernier, seront de plus en plus fréquents et graves dans les années à venir. Ils croient aussi qu'ils sont fortement influencés par les quantités croissantes de gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère. Le présent rapport du CEO évalue les progrès du gouvernement de l'Ontario pour réduire les émissions de tous les secteurs de l'économie. Certes, des progrès indéniables ont été réalisés pour ne plus utiliser de charbon pour produire de l'électricité. Ce n'est pas nécessairement le cas dans d'autres secteurs. De plus, il semble que peu de projets soient prêts à être déployés et susceptibles d'aider la province à atteindre sa cible de 2020 pour réduire les émissions de GES. Fait encore plus marquant, il paraît que le gouvernement est revenu sur sa décision d'adopter un prix sur le carbone. Ce revirement de situation a plongé les politiques sur le climat et l'énergie dans l'incertitude partout dans la province. Si on souhaite que l'Ontario fasse des progrès soutenus, elle devra se doter d'un plan de transition vers une économie aux faibles émissions de carbone et l'étayer d'un engagement politique à long terme et d'un climat sûr en matière de politique. À l'heure actuelle, le gouvernement de l'Ontario n'a pas montré qu'il s'engageait à mener la province vers un avenir aux faibles émissions carboniques. Pourtant, nous en avons désespérément besoin.

des émissions carboniques pour les décennies à venir. Il sera donc difficile pour la province d'atteindre ses cibles de réduction des émissions de GES. À partir de maintenant, il sera nécessaire de mieux coordonner le Plan d'action du gouvernement contre le changement climatique et le Plan énergétique à long terme. Si on aligne les deux outils, on pourra profiter des occasions du réseau d'électricité aux faibles émissions de carbone pour atteindre les réductions nécessaires dans tous les secteurs de l'économie.

Transports – Messages importants

Les transports constituent la source d'émissions de GES la plus importante en Ontario. Les tendances majeures sont les suivantes : le nombre de voitures en général augmente, les consommateurs du sous-secteur des transports de passagers choisissent davantage les camions légers et les véhicules utilitaires sport et le sous-secteur du transport de marchandises se fie de plus en plus aux véhicules lourds au diesel. Les véhicules hors route (p. ex., les équipements de construction, les véhicules récréatifs) représentent une autre source d'émissions en croissance rapide. Bien qu'il ait eu certains progrès limités dans les politiques, l'incertitude qui plane sur le financement des principaux projets, comme le Grand Projet (une

politique régionale sur le transport pour les régions du Grand Toronto et de Hamilton) et le Programme de véhicules électriques, entrave vraiment les progrès vers les objectifs provinciaux.

Industrie – Messages importants

Les émissions du secteur industriel diminuent depuis plusieurs années. Cette chute est principalement attribuable au ralentissement de la production qui, lui, est lié à la récession économique. Malgré tout, l'intensité des émissions industrielles de GES grandit parce que plusieurs sous-secteurs sont passés à l'électricité au gaz naturel et parce que les raffineries de pétrole traitent des quantités grandissantes de pétrole brut non classique. Les politiques ontariennes sur le climat proposent peu de mesures incitatives pour améliorer l'efficacité énergétique ou favoriser le changement de carburant. Le CEO croit qu'on a raté une belle occasion parce que de telles activités ont un meilleur rapport coût-efficacité si on les compare aux options de réduction des émissions de GES. Une autre occasion d'agir semble se dessiner à l'horizon dans le secteur des procédés industriels et manufacturiers. La catégorie des émissions d'hydrofluorocarbures (HFC) affiche la croissance la plus forte de toutes les émissions en Ontario. Il est heureux que les HFC remplacent les substances qui appauvrissent la couche d'ozone, comme les chlorurofluorocarbones des équipements de réfrigération, mais il faut rédiger des politiques pour mieux contrôler et limiter l'utilisation des HFC.

Immeubles – Messages importants

La croissance soutenue dans les sous-secteurs immobiliers résidentiel, commercial et institutionnel des deux dernières décennies a fait grimper les émissions liées à la consommation de gaz naturel sur les lieux pour chauffer les locaux. Le CEO croit que ces tendances mettent en évidence le besoin d'une part de faire davantage d'efforts dans ce secteur pour éviter que l'on chauffe les locaux au moyen des combustibles fossiles (p. ex., favoriser les thermopompes électriques, l'énergie solaire thermique, la géothermie ou le biogaz au détriment du gaz naturel) et d'autre part d'utiliser de façon efficace la chaleur. On peut y arriver en augmentant par exemple le nombre de systèmes de chauffage urbain.

Agriculture – Messages importants

Malgré le fait qu'on améliore l'efficacité énergétique et les pratiques de gestion depuis les deux dernières décennies, les émissions sont demeurées stables dans le milieu agricole. La production agricole a connu un essor et a fait grimper du coup les émissions connexes d'oxyde nitreux liées à l'utilisation d'engrais et de résidus de cultures. Les émissions de méthane du bétail constituent maintenant une importante part des émissions totales de GES dans le domaine de l'agriculture, quoiqu'elles aient diminué au fil des ans. Si on limite les émissions de gaz dans le domaine agricole, on saisit l'occasion de réduire l'écart entre les résultats et les cibles provinciales de réduction des émissions de GES. Cependant, la

méthode volontaire actuelle qui prévaut dans ce secteur ne suffit pas à saisir les occasions de réduire les émissions. Il faudrait que cette approche soit élargie pour qu'elle puisse couvrir une grande gamme de façons de réduire les émissions, en particulier dans les domaines des engrais et de la gestion du lisier. Il faudrait également étayer ces options au moyen de mesures très incitatives, comme des instruments économiques ou des règlements.

Déchets – Messages importants

Les hypothèses sur l'efficacité des systèmes de captage de méthane dans les sites d'enfouissements ont changé, tout comme les déclarations les plus récentes du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GEIEC) sur le potentiel de réchauffement planétaire du méthane. Par conséquent, il est possible que la part des gaz d'enfouissement de l'ensemble des émissions de GES en Ontario soit sous-estimée de plus de 100 %. Afin de limiter les émissions fugitives de méthane des sites d'enfouissement, le gouvernement doit agir rapidement pour éviter que les matières organiques se rendent dans les sites, renforcer les règlements en vigueur et réduire la production de méthane.